

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 15 (1906)
Heft: 10

Artikel: Referendum contre la loi fédérale sur le commerce, les denrées alimentaires et de divers objets usuels : correspondance
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522044>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Basel, den 10. März 1906

Bâle, le 10 Mars 1906.

N^o 10.

Abonnement

Für die Schweiz:

1 Monat Fr. 1.25
3 Monate „ 3.—
6 Monate „ 5.—
12 Monate „ 8.—

Für das Ausland:

(inkl. Portozuschlag)
1 Monat Fr. 1.50
3 Monate „ 4.—
6 Monate „ 7.—
12 Monate „ 12.—

Vereins-Mitglieder
erhalten das Blatt
gratis.

Inserate:

7 Cts. per 1 spaltige
Millimeterzeile oder
deren Raum. — Bei
Wiederholungen ent-
sprechend Rabatt.
Vereins-Mitglieder
bezahlen 3 1/2 Cts.
netto per Millimeter-
zeile oder deren
Raum.

*



Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins

15. Jahrgang | 15^{te} Année

Erscheint Samstags.
Paraît le Samedi.

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliars

N^o 10.

Abonnement

Pour la Suisse:

1 mois . . Fr. 1.25
3 mois . . „ 3.—
6 mois . . „ 5.—
12 mois . . „ 8.—

Pour l'Etranger:

(inclus frais de port)
1 mois . . Fr. 1.50
3 mois . . „ 4.—
6 mois . . „ 7.—
12 mois . . „ 12.—

Les Sociétaires
reçoivent l'organe
gratuitement.

Annonces:

7 Cts. par millimètre-
ligne ou son espace.
Rabais en cas de ré-
pétition de la même
annonce.

Les Sociétaires
payent 3 1/2 Cts. net
par millimètre-ligne
ou son espace.

*

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

Siehe Warnungstafel!

Ecole professionnelle

de la

Société Suisse des Hôteliars
à Cour-Lausanne.

Les inscriptions

pour le prochain cours annuel,
durant du 1^{er} Mai 1906 au 15 Avril
1907 seront reçues

jusqu'au 31 Mars.

Pour le règlement contenant les conditions
d'admission ainsi que pour toute autre corres-
pondance s'adresser à la Direction de l'Ecole
hôtelière à Cour-Lausanne.

Pour la Commission de l'Ecole:
Le président: **J. Tschumi.**

Fachliche Fortbildungsschule

des

Schweizer Hotelier-Vereins
in Cour-Lausanne.

Anmeldungen

für den vom 1. Mai 1906 bis 15. April
1907 dauernden Jahreskurs sind
bis 31. März einzureichen.

Für Reglemente mit Aufnahmebedingungen
sowie für alle weiteren Korrespondenzen sind
zu adressieren an die Direction de l'Ecole
hôtelière à Cour-Lausanne.

Für die Schulkommission:
Der Präsident: **J. Tschumi.**

Les détenteurs de délégations de notre Ecole professionnelle

qui seraient désireux de vendre leurs titres, sont
avisés qu'un capitaliste et protecteur de notre
école accepterait de les reprendre au prix de
fr. 50 chaque.

Les possesseurs qui sont disposés à céder
leurs parts, aux susdites conditions, sont priés
d'en informer notre Bureau central à Bâle, ou
pour simplifier, d'y envoyer leurs titres, dont
ils recevront ensuite la contrevaloir.

Ouchy, Février 1906.

Au nom de la Commission de l'Ecole
Le Président: **J. Tschumi.**

Den Besitzern von Anteilscheinen unserer Fachschule,

welche dieselben gerne verkaufen möchten,
diese hiemit zur gefl. Notiz, dass ein Kapitalist
und Gönner der Schule geneigt wäre, solche
zum Preise von Fr. 50 per Stück abzunehmen.
Diejenigen Inhaber, welche gewillt sind, ihre
Scheine unter obiger Bedingung abzutreten,
werden hiemit ersucht, dies unserem Zentral-
bureau in Basel mitzuteilen, oder, der Einfach-
heit halber, die Scheine dort einzusenden,
worauf prompte Bezahlung erfolgen wird.

Ouchy, im Februar 1906.

Namens der Schulkommission:
Der Präsident: **J. Tschumi.**

Aufnahme-Gesuche. * Demandes d'Admission.

Herr Hans Seiler-Winton, Direktor des
Grand Hotel de l'Univers, Basel (als
persönliches Mitglied).

Faten: Herren E. Gützinger, Hotel
Schweizerhof, und Paul Otto, Hotel
Viktoria, Basel.

Herr Karl Graf, Besitzer des Hotel Bristol
in Wengen 48

Faten: Herren A. von Allmen, Hotel
Falken, und E. Abbühl-Lavener, Hotel
Jungfraublick, Wengen.

Referendum

contre la loi fédérale sur le com-
merce, les denrées alimentaires
et de divers objets usuels.

(Correspondance).

Eusuite du mouvement référendaire qui s'est
nettement dessiné à Bâle et Genève contre la
„Loi sur les denrées alimentaires et objets
usuels“, nous croyons qu'il est du devoir de
tous les journaux et principalement des organes
spéciaux, dans l'espèce votre journal, de repro-
duire les articles divers qui ont déjà été
écrits contre cette loi et de faire une propa-
gande serrée afin d'éclairer tous les citoyens
suisses sur les intentions des Chambres fédé-
rales et les conséquences irréparables qui s'en-
suivraient si cette loi devait passer.

Veillez trouver inclus le No 4 du *Bulletin
Commercial Suisse* et une circulaire que nous
serions reconnaissants de reproduire dans
votre plus prochain numéro, car le temps
presse, et vous remerciant pour tout ce que
vous pourrez faire pour propager le mouve-
ment référendaire en Suisse, nous vous pré-
sentons, Monsieur, nos distinguées salutations.

Le délégué
du Syndicat des Hôteliars de Genève:
Mayer.

Voici la circulaire du Syndicat des Hôte-
liers de Genève:

Appel à tous les électeurs.

Les Chambres fédérales ont voté une loi
fédérale sur le commerce des denrées ali-
mentaires et de divers objets usuels.

Le but primitif de la loi était la protection
de la santé publique, la répression de la fraude
dans le domaine de l'alimentation. Chacun
était d'accord pour accepter une loi permettant
d'atteindre et de punir sur tout le territoire
de la Confédération les falsificateurs des den-
rées alimentaires.

Malheureusement la discussion du projet de
loi dans les Chambres fédérales et dans la
presse suisse a démontré que, derrière le but
déclaré de la loi, se cachaient des tendances
protectionnistes et bureaucratiques, et le texte
en 59 articles finalement voté, après sept an-
nées de discussion, a mis au jour ces ten-
dances d'une manière évidente.

La loi, si elle était acceptée par le peuple,
aurait pour effet certain de créer des complica-
tions nombreuses à l'importation et au
commerce des denrées alimentaires de toute
nature et d'en renchérir le prix au détriment

du consommateur déjà lourdement frappé par
le nouveau tarif douanier. Il en serait de
même pour tous les objets usuels, qui à un
degré quelconque, intéressant la santé publique,
en particulier les ustensiles de ménage de toute
espèce, les vases et appareils servant à la fa-
brication des produits, les meubles et tentures,
les papiers peints, les jouets, etc., etc.

En outre les nombreux règlements et or-
donnances prévus par la loi et qui seront éla-
borés et promulgués en dehors de tout contrôle
du législateur, permettront à la bureaucratie
fédérale de pénétrer dans un nouveau domaine
previously illimité, et de prescrire tout ce qui lui
plaira sous prétexte de protéger la santé pu-
blique.

Le commerçant, l'industriel, le particulier,
qui se sentiront lésés par les ordonnances et
les décisions de la nouvelle Administration,
n'auront contre elles aucun recours en dehors
de l'administration elle-même, dont la loi étend
les compétences dans une mesure dangereuse
pour nos libertés.

Les signataires de cet appel considèrent
comme un devoir de mettre en garde tous les
citoyens contre cette nouvelle extension du
pouvoir administratif. Ils se réservent de dé-
montrer en détail, avant le vote populaire,
combien leurs objections et leurs appréhensions
sont fondées.

Ce qu'ils demandent pour aujourd'hui, avec
tous ceux qui en Suisse luttent contre le ren-
chérissement de la vie et contre l'extension de
la bureaucratie, c'est que la loi du 8 décembre
1905 soit soumise au vote populaire.

Le No 4 du *Bulletin commercial suisse* con-
tient les passages suivants:

Il importe, en effet, que chacun puisse se faire
une opinion sur les conséquences que pourrait avoir
l'application de cette loi, qui est avant tout un blanc
seing donné au pouvoir administratif, dans un nou-
veau domaine très étendu, puisque les nombreux
règlements et ordonnances qu'elle prévoit sont sou-
straits au contrôle des Chambres fédérales. Or, ces
ordonnances et règlements seront élaborés par quel-
ques fonctionnaires, qui croiront rendre service au
pays en étendant à l'infini le droit d'ingérence de
l'Administration dans le travail de l'industriel et du
négociant; les quelques garanties que la loi peut
présenter contre l'arbitraire et les excès de zèle de
la bureaucratie, perdent toute valeur en présence de
ce droit de l'Administration de tout réglementer par
voies d'ordonnance, alors que les particuliers ne dis-
posent d'aucun organe neutre de recours contre les
décisions des fonctionnaires.

Comme il est indiqué ci-dessus, la loi ne s'ap-
plique pas aux seules denrées alimentaires, mais aussi
à divers objets usuels et notamment à tous les us-
tensiles et articles de ménage et de cuisine, vases,
appareils, installations, matériaux et locaux pouvant
intéresser la santé; tous ces objets et locaux seront
soumis au contrôle fédéral.

Dans ces conditions, nous avons jugé qu'il était
de notre devoir de fournir aux intéressés, l'occasion
d'examiner et de discuter en commun la ligne de
conduite à suivre en présence de cette loi, avant
qu'elle devienne définitive.

(Lettre de la Chambre du Commerce).

Répondant à une circulaire du Vorort de
l'Union suisse du commerce et de l'industrie
à une loi fédérale sur la surveillance des den-
rées alimentaires, la Chambre disait entre
autres, en date du 28 novembre 1899:

Au reste, nous ne saurions nous former une opi-
nion définitive, tant que les détails d'application ne
nous seront pas connus. Il nous paraît, en effet,
d'après un rapport qui nous a été adressé sur ce
sujet qu'il se présentera à cet égard des difficultés
sérieuses insurmontables, du moins sérieuses, et nous
nous verrons obligés de combattre tout projet de
loi organique qui, pour résoudre le problème, ten-
drait à restreindre outre mesure, la liberté du com-
merce et des individus ou à trop augmenter les at-
tributions de nos autorités administratives.

Plus tard, le 25 mars 1899, la Chambre,
se plaçant au même point de vue, écrivait au

Vorort ce qui suit à la fin d'une lettre visant
le projet de loi élaboré en vue de l'exécution
de l'article 69 bis de la Constitution fédérale:
D'autre part, il est aisé de reconnaître qu'en
abandonnant au Conseil fédéral le soin d'édicter les
règlements en question, le législateur a remis entre
ses mains un pouvoir très étendu au point de vue
de la liberté du commerce, et qu'il dépendra du
pouvoir exécutif de faire de la loi sur le contrôle
des denrées alimentaires un instrument puissant
pour favoriser le protectionnisme, le jour où il au-
rait des velléités de le faire.

Nous espérons en tout cas que, vu l'importance
des dispositions réglementaires à éditer, celles-ci
seront soumises, sous forme de projet, aux représen-
tants de nos industries et de notre commerce, et que
l'Autorité fédérale ne se précipitera pas de cette
consultation préalable, absolument insuffisante, pour
soustraire à l'examen et à la critique des intéressés
le règlement à ériger.

La loi votée par les Chambres n'a fait
qu'accentuer les craintes inspirées à cet égard
par le premier projet: en effet, non seulement
les commerçants et industriels ne seront pas
consultés lors de l'élaboration des ordonnances
dans lesquelles réside le secret de la loi, mais
ces ordonnances, contrairement à une décision
qu'avait sagement prise le Conseil des Etats,
échapperont à tout contrôle du pouvoir législa-
tif et les fonctionnaires pourront établir à
leur guise la réglementation prévue. Dans ces
conditions, la Chambre de Commerce croit de-
voir repousser cette loi. Cependant elle ne
recommandera le referendum que si elle a la
certitude de parler au nom de l'ensemble des
industriels et commerçants genevois particuliè-
rement visés par la nouvelle législation.

L'intention première du législateur était de
combattre la fraude, la tromperie, le vol dans
le commerce des denrées alimentaires; nul
n'aurait voulu s'opposer à cette intention et il
eût été facile d'arriver au but en édictant une
loi en quelques articles, réprimant sévèrement
la contrefaçon et la fraude dans ce domaine.
Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? un instrument
de protection entre les mains des représentants
de la Ligue des paysans qui voudraient, au
détriment du commerce d'importation et de
l'ensemble des consommateurs, restreindre la
concurrence gênante du dehors, pour pouvoir
relever les prix de leurs propres produits: le
saindoux, le beurre frais et fondu, la viande
et le lard, les charcuteries, le miel, les fro-
mages, le cidre, le vin, etc. Pour arriver à
leurs fins, ils représentent ces mêmes produits
ou des succédanés importés du dehors comme
des produits de mauvaise qualité et nuisibles
à la santé et demandent un contrôle sévère
surtout à la frontière. De là, le pamphlet
dont le Secrétariat suisse des paysans a inondé
la Suisse, qu'il représente comme contaminée
par les produits de tous ceux qui s'y occupent
de la fabrication et du commerce des denrées
alimentaires.

Il conviendrait, le moment venu, de rensei-
gner l'ensemble de la population sur ces agis-
sements et de démontrer également à notre
population agricole que la loi qu'on lui pré-
sente comme un palladium contre les mécomptes
inhérents à toute profession, ne lui donnera
aucun avantage qui ne soit racheté d'une autre
manière. Il ne faut pas notamment qu'elle se
berce de l'illusion que le jour où le lait, la
viande, la graisse, la charcuterie, les denrées
alimentaires en un mot, auront augmenté de
valeur en Suisse, par suite des mesures „d'hy-
giène“ prises à la frontière, ils achèteront au
même prix qu'aujourd'hui leur lingerie, leurs
vêtements, leurs chaussures, leurs meubles,
leur vaisselle et autres objets usuels. Une
fois de plus, ils devront constater que, dans
un pays comme le nôtre, les agriculteurs, les
industriels et les négociants sont solidaires et

que les lois qui lésent les intérêts des uns ne peuvent faire le bonheur durable des autres. Comme les commerçants et industriels, les agriculteurs verront d'ailleurs pénétrer dans leur cuisine et dans leurs étables, les inspecteurs cantonniers et fédéraux qui les convaincront bientôt que les mesures d'hygiène doivent être observées à la campagne comme dans les villes.

Il est vrai que, pour ne pas indisposer contre la loi l'électeur campagnard, les Chambres ont supprimé le contrôle des animaux abattus par les agriculteurs et leurs familles pour leur propre consommation, mais cette différence de traitement ne pourra être maintenue à la longue et, malgré son désir d'utiliser la viande des animaux malades, la Ligue des paysans devra se résigner à voir la fortune nationale subir de ce chef une diminution notable et non justifiée.

La loi a un caractère nettement vexatoire, elle est en partie injuste et favorise les tendances protectionnistes. Elle permet aux fonctionnaires de l'Administration de pénétrer dans les dépôts et magasins, quand bon leur semblera, pour y prélever des échantillons de tous les produits, alors même qu'il n'y aura aucune raison de les suspecter, pour vérifier l'état d'entretien des locaux, appareils, vases et installations.

M. Georg, secrétaire de la Chambre de Commerce, insiste encore sur le côté fâcheux de cette loi au point de vue du développement du pouvoir arbitraire de l'Administration. Jamais, sous l'empire de la Constitution fédérale actuelle, on n'a voté une loi mettant en danger à un si haut degré la liberté commerciale et industrielle.

La Société des maîtres d'hôtels de Lausanne s'est réunie lundi à l'Hôtel Terminus, en assemblée générale extraordinaire, sous la présidence de M. J.-A. Schmidt. Après un exposé fort intéressant de M. Tschumi, directeur de l'hôtel Beau-Rivage, à Ouchy, elle a décidé à l'unanimité de ne pas signer le référendum contre la loi sur le contrôle des denrées alimentaires.

Wie man eine Winter-Station lanciert.

(Korrespondenz.)

(Ein Wort von dritter Seite zu dieser Controverse.)

Die in Nr. 9 der „Hotel-Revue“ erschienene Replik des Hrn. Henry S. Lunn, M. D. veranlasst uns zu dieser Materie einen Beitrag zu liefern, in der Voraussicht, dass da und dort ein Hotelier Gewinn daraus ziehen möge.

In der „N. Z. Ztg.“ erschien unlängst eine satyrisch gehaltene, aber doch der Wirklichkeit entsprechende Charakteristik der von Dr. Lunn in London in's Leben gerufenen Winteraufenthalte für Engländer im Schweizer Hohegebirge, welche Notiz dann in der „Hotel-Revue“ reproduziert wurde und nun dem Hrn. Dr. Lunn Anlass zu einer Replik gab.

Von vorneherein erklären wir (es ist nicht nur einer, der spricht, sondern mehrere, daher der *pluralis majestatis*), dass der Verfasser des Artikels in der „N. Z. Ztg.“ ein bis zur Stunde unbekannter ist, dass es sich also nicht um einen verabredeten Feldzug gegen Dr. Lunn handelt. Wir freuen uns aber, dass auch andere den „faulen Zauber“, welcher der Lunn'schen Geschäftsmaxime anhaftet, gemerkt und öffentlich genannt haben. Jedem aufmerksamen Leser der Lunn'schen Erwiderung wird nicht entgangen sein, dass dieselbe mit grossem Geschick den springenden Punkt des Angriffes umgangen und mehr über die Erfahrungen des Dr. Lunn selbst, nicht aber über die Erfahrungen derjenigen spricht, die mit ihm derartige Kontrakte abgeschlossen haben.

Heute, wo der Hotelierstand nicht mehr auf Rosen gebettet, wo die Preise der Lebensmittel und Verbrauchsgegenstände immer mehr in die Höhe schnellen und man ernstlich daran denken muss, die Normalpreisenpreise ebenfalls zu erhöhen, erscheint es als ein Unding und ein Schlag gegen sich selbst, wenn der Schweizer Hotelier sich von irgend einer Seite Angebote machen lässt und dieselben annimmt, wie diejenigen des Dr. Lunn.

7 bis 9 1/2 Fr. für Zimmer, Frühstück, Lunch, Diner und Afternoontee sind die Preise, die Dr. Lunn bezahlt — je nach dem Stand des Hotels. Dabei nagelt er konstantlich fest, dass die Mahlzeiten denen eines erstklassigen Hotels zu entsprechen haben. Wie viel dabei zu verdienen ist, rechne der geneigte Leser selbst aus. Nebst dem hat der Hotelier den Gästen Handschlitten und Skis zur Verfügung zu stellen.

Das odöse an den von Dr. Lunn abgeschlossenen Verträgen aber ist das, dass der Hotelier keine anderen Gäste aufnehmen darf.

Geradezu *shocking* aber ist, dass Dr. Lunn seine Verträge auf 5–10 Jahre abgeschlossen haben will und dafür eine gewisse Bruttoeinnahme verspricht pro Jahr. Dem Hotelier wird dann noch das Recht eingeräumt, am Ende der Saison vom Vertrag zurückzutreten, falls es Dr. Lunn nicht gelingen, die versprochene Bruttoeinnahme zu erzielen — aber ohne Anspruch auf Entschädigung. Das Defizit darf der Hotelier allein decken. Ein bekannter Schweizer Jurist hat einen solchen Lunn'schen Vertrag auch als im Sinne des Gesetzes „unsittlich“ bezeichnet, den kein Schweizer Gericht schützen würde.

Shocking wird ferner die Sache, wenn der Hotelier dahinter kommt, dass seine Gäste dem Dr. Lunn 12–20 Fr. pro Tag bezahlen, dieser letztere daher 5–10 Fr. pro Tag und pro Kopf einstreicht und der Hotelier selbst, wenn es gut geht, einige Centimes.

„Du sollst dem Ochsen, der da drischt, das Maul nicht verbinden“ sagt ein altes Sprichwort — und wiewohl wir Dr. Lunn durchaus mit keinem Ochsen vergleichen wollen, so stehen wir nicht an, ihm für seine Tätigkeit einen schönen Gewinnanteil zu gönnen. Aber der Schaum, den er oben abnimmt, steht doch in keinem Verhältnis zu dem Restchen Satz, das übrig bleibt.

Ein weiterer wunder Punkt ist der, dass Dr. Lunn seine vertraglich eingegangenen Versprechen durchaus nicht prompt hält, wir meinen die Honorierung seiner ausgegebenen Tickets, die 14tägig vorgesehen ist, aber oft erst nach Monaten oder noch später stattfindet. Einzelne Hoteliers können darüber ein recht trübes Lied singen. *)

Die von Dr. Lunn ausgegebenen Tickets sind für den Hotelier der einzige Beleg seiner Leistungen in natura. Dieselben sind laut Vertrag an das Hauptoffice in London zu senden und werden erst dann honoriert — früher oder später. Der Hotelier muss also seinen einzigen Beleg aus der Hand geben und *à la merci* des Dr. Lunn ihm denselben aushändigen. Dr. Lunn muss also in England rechtlich belangt werden, wenn es zum Prozess kommen sollte.

In einem Lunn-Hotel wird ein Sekretär oder eine Sekretärin gratis einlogiert und beköstigt und die Gäste des Dr. Lunn haben sich an diesen zu wenden, der Besitzer des Hotels ist Statist und hat höchstens die Wünsche dieses Vertreters entgegenzunehmen, so dass die dahin zielende Aeusserung des „N. Z. Ztg.“-Korrespondenten als eine absolut wahre, der Praxis entsprechende taxiert werden muss. Wahr ist, dass Dr. Lunn ein äusserst intelligenter Doktor der Medizin (er ist auch Pfarrer), der, wenn auch nicht praktischer Arzt, doch äusserst praktisch als Geschäftsmann ist.

Wahr ist ferner, dass Dr. Lunn mit einer sehr intensiven und geschickten Reklame arbeitet und über einen grossen Klientenkreis verfügt.

Seine *Parties*, die er auf den Kontinent bringt, bilden grosse Familien, die fest zusammenhalten und nach aussen einen *Clan* bilden. Sie sprechen von „our hotel“, „our ierink“, „our run“, „our place“ usw. Dies führt wiederum zu Unbeliebigkeiten mit anderen Gästen des Ortes, die sich zurückgesetzt fühlen.

Ja, noch mehr. Es hat nicht jeder Engländer ein so ausgesprochenes Herdengedühl, dass er sich von London bis in die Alpen mit anderen zusammen treiben lässt und dort noch unter den Fittigen eines Impresario weilen will. Gewisse Klassen von Menschen scheuen das und man hört denn auch oft von unabhängigen englischen Gästen das Wort: *I will not go in this hotel, there are Lunn-people*. Dieses *Lunn-people* erhält dann einen etwas degradierenden Beigeschmack, wiewohl unter diesen *Lunn-people* neben nicht einwandfreien Gästen sehr feine Menschen der besseren Gesellschaft anzutreffen sind, insbesondere Mitglieder des Lehrkörpers von Oxford und Cambridge, englische Pastoren, Aerzte usw.

In einem Schweizer Winterkurort, wo Dr. Lunn Fuss gefasst hatte, wiesen 2 Hotels seine Klientel ab und begannen ihre *Winterseason* mit freien Gästen. Nicht nur hatten diese 2 Hotels die bessere Saison als Lunn-Hotels, sondern es wirkte dies noch nach, als Lunn sich überhaupt, wegen Differenzen mit seinen Kontraktnehmern, ganz aus dem Ort verzogen hatte. Der Ort selbst hatte eine ungeheuer frequentierte Wintersaison, nachdem Lunn nicht mehr kam, allerdings wohl dadurch, dass eine selbstständige Reklame in England gemacht wurde.

Die Eröffnung von 6 Winterstationen zugleich durch Dr. Lunn lässt sich doch dahin denken, dass es demselben darum zu tun ist, immer neues Terrain zu gewinnen, da ihm gewöhnlich nach kurzer Frist die alten Orte abfallen und zwar infolge seiner nicht einwandfreien Geschäftsmaxime.

Auf alle Fälle ist der Profit, den er auf dem einzelnen Gast einheimst, im Vergleich zum *Bene* des Hoteliers ganz ungehörig — auch wenn seine Reklame den grössten Teil derselben verschlingen mag.

Wenn Dr. Lunn sagt, er habe in den letzten 10 Jahren für über eine Million Franken Reklame gemacht, so muss diese Behauptung denn doch dahin richtig gestellt werden, dass derselbe auch *Parties* nach Norwegen, nach der Levante, nach Indien zu Löwenjagen etc. etc. verschickt und sich zu diesem Zweck einen eigenen Steamer hält.

Mit diesen Auseinandersetzungen wollen wir Niemanden abhalten, mit Dr. Lunn in Geschäftsverbindung zu treten, wir wollen dem letzteren sogar einen Kranz der Anerkennung widmen für seine intensive Reklame, die er für die Schweizer Wintersportplätze lanciert hat, allein jedes Ding hat eben zwei Seiten und wer mit Dr. Lunn in Verbindung tritt, möge auch den Revers der Medaille ansehen.

*) Anmerkung der Redaktion. In dieser Beziehung sind uns gleichlautende Klagen schon mehrfach zugegangen.

Die Wäsche im Hotel.

Die „Wochenschrift“ des Internationalen Vereins der Gasthofbesitzer hatte den Artikel „Zur Wäschefrage“ aus der „Hotel-Revue“ Nr. 6 reproduziert und erhielt dann aus ihrem Leserkreis einen weiten Beitrag zu dem Thema, den wir unersersselt auch zum Ausdruck bringen wollen. Der Korrespondent der „Wochenschrift“ schreibt:

Mit den Ansichten des Herrn Dr. E. D., die Hotelwäsche betreffend, stimme ich nicht in

allen Punkten überein. Möge es einem alter. Fachmann erlaubt sein, speziell die beiden Fragen: 1. Soll der Hotelier selbst waschen? und 2. Ist der Handbetrieb ganz zu verwerfen? zu beantworten. Ich gebe zu, dass das Saisonhotel in der Wäscheaufgabe ungünstiger daran ist, als das Jahresgeschäft. Ich möchte von letzteren, und speziell von mittelgrossen sprechen. Die Behauptung, wenn man selbst wasche, soll man die Handwäscherei ausschalten, ist nur dann zutreffend, wenn der Betrieb ein sehr grosser ist. Ein Hotel mit 60–100 Zimmern kann recht gut mit Handbetrieb zurechtkommen, ja er ist geradezu zu empfehlen, da die Wäsche bedeutend mehr geschont wird. Ich selbst lasse meine Wäsche seit 30 Jahren mit Handbetrieb reinigen und habe die besten Erfahrungen damit gemacht. Mein Hotel ist in einer grossen Fremdenstadt Mitteldeutschlands und hat 70 Zimmer, sowie Gesellschaftsräume für 150 bis 200 Personen. Die Wäscherei, aus Wasch-, Bügel- und Trockenraum bestehend, liegt samt dem Bleichplatz ausserhalb der Stadt, eine halbe Stunde vom Hotel entfernt. Die Einrichtung besteht aus zwei Waschkesseln, einer Handzentrifuge und einer Bügelmachine mit Gasheizung. Ich beschäftige zwei bis drei Waschfrauen, drei Büglerinnen und einen Wäschburschen.

Die Ausgaben für Miete, Lohn und

Diverse betrugen im Jahre 1905: Mk. 6000

Diesen Auslagen stehen die Einnahmen für Fremdenwäsche gegenüber mit

„ 3150

Somit kostet mich die Wäsche einschliesslich Personal- und Privat-

wäsche Mk. 2850

Würde ich die Wäsche an eine Waschanstalt geben, so hätte ich nach den hier üblichen Preisen zu bezahlen:

Für Hotelwäsche Mk. 6980

„ Personalwäsche „ 360

„ Privatwäsche „ 400

Zusammen Mk. 7740

Ich spare somit Mk. 4890. Der Hauptvorteil des Handbetriebs jedoch ist, dass meine Wäsche sehr geschont wird. Es wird nur prima Kernseife verwendet und die Benützung von Chlor und anderen Chemikalien ist streng verboten. Sodann muss darauf geachtet werden, dass die Wäsche richtig luftgetrocknet ist. Hierin wird vielleicht am meisten gesündigt, denn das von vielen Wäschereien angewandte Trocknenbügeln durch die Maschine wirkt ausserordentlich schädigend. Der Faden verfault, so dass in kurzer Zeit anstatt Wäsche nur noch Lumpen vorhanden sind.

Die Hauptbedingungen für den Betrieb einer Wäscherei sind: 1. Prima Seife; 2. keine ätzenden Chemikalien (ist ein Stück bei der ersten Wäsche nicht sauber geworden, dann lasse man es die Prozedur noch einmal durchmachen); 3. die Zentrifuge soll nur bei feuchtem Wetter und in dringenden Fällen benutzt werden. Bei warmem und trockenem Wetter lasse man die Wäsche an der Luft trocknen; 4. wer eine Bleiche besitzt, lasse den Sommer über die ganze Wäsche bleichen.

Ich kann nur empfehlen, die Wäsche selbst zu besorgen, da das Inventar geschont und bedeutende Ersparnisse gemacht werden.

Für Wintersports-Stationen.

Auf Antrag des Vertreters des Verbandes Schweiz. Verkehrsvereine in der beratenden Kommission für den Publizitätsdienst der S.B.B. wurde in der Sitzung vom 7. ds. die Erstellung einer schweizerischen Brochüre über den Wintersport beschlossen; dieselbe soll so gefördert werden, dass der Versand schon dieses Spätjahr stattfinden kann. Da es nun wichtig ist, dass das Publizitätsbureau der S. B. B. zur richtigen Zeit in den Besitz von Photographien (Winterlandschaften und Wintersportbilder) gelangt, so werden die interessierten Gegenden dringend ersucht, sofort zu veranlassen, dass innert Monatsfrist brauchbare Photographien, sowie anderes Material über den Wintersport eingesandt werden.

Saison-Eröffnungen.

Aigle: Grand Hotel d'Aigle, 15. März.

Baden: Thermalkurort, 11. März.

Cernobbio: Grand Hotel Villa d'Este, 5. März.

Vitznau: Park-Hotel, 15. März.

Weggis: Hotel & Pension Villa Köhler, 15. März.

Verkehrswesen.

Personenverkehr im Februar. Arth-Rigibahn 4300 (1908 5504).

Zwischen Italien und Tirol, nämlich den Orten Rovereto und Schio (Provinz Venedig) ist eine Automobilverbindung geplant, durch welche die Verbindung mit Venedig bedeutend gewinnen würde.

Berner Oberland-Bahnen. Die Saison-Züge der Berner Oberland-Bahnen, der Wengernalp-Bahn und der Jungfrau-Bahn, ebenso diejenigen über den Brünig werden dies Jahr, laut Beschluss der Schweiz. Fahrplankonferenz, bis und mit 16. September geführt werden.

Wengernalp-Bahn. Der ausserordentlichen Generalversammlung der Wengernalp-Bahngesellschaft vom 15. ds. in Bern liegen Anträge des Verwaltungsrates vor betr. Erstellung einer neuen Linie von Lauterbrunnen nach Wengen und Einführung des Winterbetriebes auf derselben.

Gotthardbahn. In Berücksichtigung von Klagen, die das Fehlen von Wagen II. Klasse in den Zügen 105 und 128 der Gotthardbahn hervorgerufen wurden, hat das Eisenbahndepartement die Gotthardbahn einlegen, in den genannten Zügen versuchsweise neben der I. und III. Klasse auch Wagen II. Klasse zu führen.

Berner Alpenpendelstich. Der leitende Ausschuss des Initiativkomitees für den Berner Alpenpendelstich hat sich einstimmig für das Lütschbergstich mit einem Tunnel von 135 km und den elektrischen Betrieb ausgesprochen in Uebereinstimmung mit dem Antrag des Obergerichtes Zolliker. Ebenso hat der Ausschuss das Finanzprogramm durchberathen und genehmigt. Die Baumsome beträgt mit Inbegriff der Finanzierungskosten im Maximum 88 Millionen Franken.

Basel-Schaffhausen. Die Regierung des Kantons Schaffhausen petitioniert bei der Generaldirektion der badischen Staatseisenbahnen um Wiedereinführung eines Abendschnellsuges Basel-Schaffhausen mit Abfahrt in Basel etwa 6.30 und Ankunft in Schaffhausen etwa 8 Uhr. Der Regierungsrat bekennt in seinem Begehren: Die Verbindung von Basel her lässt sowohl bei den Schweizer Bundesbahnen als bei der badischen Staatsbahn sehr zu wünschen übrig. Für den Sommer sollte allermindestens der Schnellszug eingeführt werden, die gegenwärtige Abendverbindung einfach ungenügend ist.

Motoreisenbahnen. Ein wichtiges Ereignis in der Geschichte des Weltverkehrs ist die erste Verwendung des Motoreisenbahnwagens als Verkehrsmittel zwischen den Küsten des Atlantischen und des Stillen Ozeans. Nachdem bis jetzt Motoreisenbahnen nur auf verhältnissmässig kleinen Strecken verwendet wurden, hat kürzlich das erste Fahrzeug dieser Art die Reise von New-York über Chicago nach San Francisco auf der Union-Pacificbahn angetreten. Der Wagen besitzt einen sechszylinderigen Petroleummotor, welcher mit einer Dynamomaschine gekuppelt, die den nötigen Strom zum Betrieb zweier auf die Achsen des Wagens montierter Elektromotoren zu liefern hat. Die überschüssige elektrische Kraft wird in den Akkumulatoren aufgespeichert.

Neue Salonwagen. Die Internationale Schlafwagengesellschaft beabsichtigt die Anschaffung neuer, besonders luxuriös ausgestatteter Salonwagen für ihre in ganz Europa verkehrenden Expresszüge. Jeder dieser Wagen soll aus Teakholz gebaut und mit besonders grossen Fenstern versehen werden. Die Sitze im Innern sollen teils aus bequemen Sofas, teils aus geräumigen Armesseln bestehen. Zum Unterschied zwischen der I. und II. Klasse werden die Salons der I. Klasse mit besonders reichen und eleganten Stoffen und Teppichen ausgestattet und das luxuriöseste und bequemste eingerichtet. Die Salonwagen erhalten 15 Plätze I. und 15 Plätze II. Klasse. Nachts werden sie in Schlafräume umgewandelt. Für Reisende I. Klasse werden getrennte Salons mit je 3 Plätzen geschaffen, die Salons II. Klasse sollen aus einem grossen, 12 Sessel enthaltenden Abteil und einem kleinen Salon zu 3 Plätzen bestehen. An beiden Enden des Wagens werden geräumige Toiletten- und Water-Closets angebracht. Die Speisewagen werden mit dreizehnhundert Dreihundert Plätzen versehen.

Originelles Tischgebet. Der Kommerzienrat Fritz Jakob (früher Siegfried Jakobsohn) hat die kleine Schwärze, bei aller Würde und doch ein selbstgeschriebenes Tischgebet seinen christlichen Glauben zu bekunden. So betete er kürzlich bei einem kleinen Souper, das er seinen Freunden gab: „Komm, Herr Jesu, sei unser Gast und segne, was uns beschert hat. Segne den rekt bezogenen Reinschnitt mit dem Aufguss aus prima holländischen Austern, englischen segne den Fasson, mit Trüffeln gefüllt und feinsten Gemüsen umlegt, sowie das Champagnerkraut und die echten französischen Säfte, segne schliesslich unsern ersten Hofkonditor gelieferte Ananas und die nach seinem Originalrezept gebackenen Käsestangen, Amen!“ (Simplicio.)

* Warnungstafel *

Reklame-Schwindler. Von Wien aus wird vor einer Schwindel-Unternehmung gewarnt, die es auf das inscribierende Publikum abgesehen hat. Unter dem Namen „Gorzi's Städte, Hotel- und Reiseführer“, Wien, Berlin, Zürich, werde ein Prospekt versendet, mit der Angabe, in einer Auflage von 30,000 Exemplaren zu erscheinen, und dass der Herausgeber, gegen Vorauszahlung Inserate einzusenden. Gorzi soll weder Redaktor noch Drucker noch Verleger sein und nur auf die Leichtgläubigkeit spekulieren.

Der „Neue Mitteleuropäische Fremdenführer“. Dieses zweifelhafte Unternehmen, das wir schon mehrfach zu kennzeichnen und das von Wien aus auch vom offiziellen Organ des Gremiums der Wiener Hoteliers („Der Oesterreich. Hotelier“) wieder auf Korn genommen. Wir lesen dort folgendes: „Von vielen Mitgliedern und auswärtigen Berufskollegen sind dem Gremium gegen den Herausgeber des „Neuen Mitteleuropäischen Fremdenführers“, Rudolf E. Kostelecky, in München und Budapest Beschwerden wegen Anrechnung mehrjähriger, vollständig unbegründeter Annoncengebühren zugekommen. Die Mitglieder des Gremiums werden neuerlich nachdrücklich aufmerksam gemacht, im Geschäftsverkehr mit der genannten Firma in ihrem eigenen Interesse mit der grössten Vorsicht vorzugehen. Zahlreiche richterliche Erkenntnisse, die alle zu ungunsten der genannten Firma ausfallen und die zum grössten Teil auch im „Oesterreichischen Hotelier“ veröffentlicht sind, haben zur Genüge dargetan, wie berechtigt die seinerzeit an die Mitglieder des Gremiums ergangenen Ratschläge zur Vorsicht gewesen sind.“

Vertragsbruch - Rupture de Contrat

Bertha Balmer, Zimmermädchen, aus Gelingen (Luzern).

Wwe. R. Wülfig.

Hotel West-End, San Remo.

Louise Reubi, Zimmermädchen.

Agathe Iten, Kaffeeköchin.

W. Günter.

Hotel Wildenmann, Meiringen.

Hiezu eine Beilage.

Genf + Hôtels-Office + Genève

18, rue de la Corratierie, 18

Internationales Bureau für Vort. Verkauf und Pacht von Hotels, Gasthäusern und Expedition. Inventar-Aufnahmen (Grundgut und geblotet von Hoteliers.) Bureau International pour Ventes, Achats et Locations d'Hôtels, Auberges, Expédition. Inventar-Aufnahmen (Grundgut und geblotet par un groupe d'Hoteliers.)

Demande le prospectus et les formulaires.